

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Annecy, le 05/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



RANNARD FRERES

LA PLANTAZ
74270 CLARAFOND ARCINE

Références : 20220322-RAP-InspectionRannard-v2

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement RANNARD FRERES implanté LA PLANTAZ 74270 CLARAFOND ARCINE. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RANNARD FRERES
- LA PLANTAZ 74270 CLARAFOND ARCINE
- Code AIOT dans GUN : 0006101756
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société Rannard Frères exploite une carrière de roche massive calcaire sur la commune de Clarafond-Arcine.

A la suite de la demande de modification des conditions d'exploitation et notamment la demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière présentée par Rannard Frères en novembre 2020, l'arrêté du 31 mai 2021 modifie l'arrêté du 26 janvier 2005.

L'exploitation est prolongée de 9 ans avec 5 années d'extraction et 3 années de remise en état. La côte du carreau est conservée à 440 m NGF avec la reprise des fronts pour créer des banquettes intermédiaires.

Des prescriptions complémentaires ont été prises concernant le suivi géotechnique de la stabilité des fronts.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi géotechnique et stabilité des fronts
- action nationale 2022 – plan de gestion des déchets inertes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.2.1	Mise en demeure
Suivi géotechnique – Surveillance quotidienne	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.2	Mise en demeure
Suivi géotechnique – intervention géotechnicien	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.2	Mise en demeure
Procédure de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.3	Mise en demeure
Valeurs limites de vibrations	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.5.4	Mise en demeure
Remblayage par des déchets inertes externes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Mise en demeure

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Phasage	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.3
Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.1
Plans de tirs	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.5.1
Transmission des résultats de vibrations	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.5.5
Information des riverains	Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.5.6
Déchets concernés par le plan de gestion – caractère inerte	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et Annexe 1
Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre sous 2 mois :

- le plan d'exploitation mis à jour ;
- la justification de la formalisation d'une procédure et d'un registre afin de tracer les actions de surveillance des fronts ;
- la justification de la fréquence de passage d'un géologue pour le suivi géotechnique du site ;
- le compte rendu du relevé réalisé par drone exploité par le bureau d'étude géotechnique ;
- la procédure d'accès au carreau validée par l'organisme compétent en géotechnique ;
- un rapport conforme aux points demandés dans l'article 3.5.4 de l'arrêté préfectoral, pour le compte-rendu des mesures de vibrations liées aux tirs pour l'année 2021 ;
- la justification de la mise en place du registre de suivi des déchets pour le transit effectué sur la carrière.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les dates de levée, * le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées, * les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales, + les clôtures ou tout dispositif équivalent, * les bords de la fouille, * le périmètre d'extraction, * les zones particulières de préservation écologiques, * les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés, * la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particuliers ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, * les exutoires de rejets des effluents aqueux, * l'emplacement exact du bornage, * l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes, * les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour calcul des garanties financières, * les zones où l'exploitation est terminée, celles remblayées et celles remise en état, * les voies d'accès et chemins menant à la carrière, * les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière. Ces plans (et annexes) sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
<p>Constats : Le plan d'exploitation n'a pas été transmis. L'exploitant a déclaré avoir fait faire une mise à jour fin 2021 par relevé drone. Un devis accepté a été présenté. L'exploitant transmettra le plan d'exploitation mis à jour par relevé drone.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière s'effectue du haut vers le bas, par tranches descendantes suivant le phasage présenté en annexe 2 de l'arrêté. Phase 1 – Janvier 2021 – Janvier 2026 Les fronts sont retalutés du haut vers le bas avec des gradins d'au maximum 15 m et d'une pente de 70° maximum. Durant cette phase, il n'y a pas d'opérations de remblaiement.
Constats : L'exploitation se fait en reprenant les fronts existants. La deuxième banquette a été élargie. L'exploitant s'attachera à limiter la hauteur des fronts définitifs, ceux-ci étant encore supérieurs à 15 m. Le non-respect de ces prescriptions pourrait remettre en cause la poursuite de l'exploitation par approfondissement qui est envisagée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : Côte moyenne du sommet de l'exploitation 531 m NGF Côte du fond d'exploitation 440 m NGF La stabilité des terrains voisins ne doit pas être compromise. Les fronts ainsi que les tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplomb.
Constats : L'arrêté permet seulement la reprise des fronts, avec un recul dans la bande de 10 m. La côte du carreau actuel est déjà à 440 m NGF. Afin d'exploiter au-delà pour une extension, l'exploitant devra déposer un nouveau dossier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi géotechnique – Surveillance quotidienne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi géotechnique – Surveillance quotidienne
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à une surveillance quotidienne des fronts de taille, réalise toutes les opérations de purges nécessaires à la sécurisation permanente des fronts de taille et sollicite l'intervention d'un organisme compétent en géotechnique et éventuellement en trajectographie en cas de détection d'anomalies.
Constats : L'exploitant a fait intervenir un bureau d'étude en géotechnique pour le suivi annuel fin 2021. Les inspections des fronts sont faites après les tirs par la société réalisant les tirs. La surveillance quotidienne des fronts n'est pas systématique et n'est pas formalisée. L'exploitant devra mettre en place une procédure et un registre afin de tracer les actions de surveillance des fronts. Cette surveillance sera transmise à l'organisme compétent en géotechnique qui effectue le suivi annuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Suivi géotechnique – intervention géotechnicien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi géotechnique – intervention géotechnicien

Prescription contrôlée :

Au minimum une fois par an, un organisme compétent en géotechnique intervient sur le site, pour réaliser le suivi du massif en cours d'exploitation. La fréquence de cette intervention doit être adaptée en fonction de l'importance des tirs et de leur fréquence. Cette fréquence devra être justifiée par l'exploitant et le géotechnicien.

Après les premiers tirs en partie sommitale, un passage d'un géotechnicien pour le suivi doit être effectué afin de vérifier les hypothèses de l'étude géotechnique de mai 2020.

Le compte-rendu de cette intervention accompagné d'éventuelles préconisations pour l'exploitation est communiqué à l'inspection des installations classées. Cette intervention comprend:

- Un suivi visuel:

Le suivi visuel du site couplé à des levés géologiques et structuraux doit être réalisé par un géologue. Le suivi doit permettre :

* d'affiner la connaissance de la géologie structurale du site et en particulier des pendages de la stratification SO, * de vérifier in situ la stabilité des gradins et banquettes et adapter le talutage sur les zones singulières,

* de vérifier la stabilité des pistes d'accès,

* de vérifier d'éventuels phénomènes de régression qui affecteraient les crêtes de la limite d'exploitation

- Un suivi par drone :

Le suivi par levé de drones permet d'acquérir des données en sécurité pour les intervenants. Il doit permettre également :

* d'affiner l'analyse structurale,

* de déterminer les masses instables et leur volume (dimensionnement des tir...)

* de suivre la géométrie de la carrière et du phasage d'exploitation du site (orientation des gradins, pentes des talus, largeur des banquettes,...),

* de déterminer les volumes et la fréquence d'éboulements rocheux dans les zones non exploitées entre deux périodes d'acquisition drone. Les relevés par drone sont mis à jour en tant que de besoin, selon les recommandations du géotechnicien.

Constats : le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de suivi géotechnique daté du 10/12/2021.

Le rapport préconise dans sa conclusion, la mise en place d'une zone à baliser en raison du risque élevé de chute du compartiment 8 identifié comme instabilité et représentant environ 35 m³. Le jour de la visite cette zone n'était pas mise en place.

L'exploitant a transmis le lendemain, la photo justifiant de la mise en place de la zone interdite d'accès avec un cordon de matériaux pour que personne n'accède à cette zone jusqu'à la sécurisation du compartiment 8.

Le suivi visuel a été réalisé par les géologues en décembre 2021.

Suite à la visite de décembre, le rapport relève les points suivants :

- les deux banquettes existantes sont relativement larges et dépassent la largeur de 5 m ;
- les fronts sont supérieurs à 15 m sauf entre les deux banquettes créées ;
- il n'y a pas de signes d'instabilité du front rocheux lié au contexte structural du site. Les banquettes ne montrent pas de signe de décompression marqué pouvant conduire à une déstabilisation du massif. Il n'y a pas de signe d'évolutions sur la stabilité de la piste d'accès en rive gauche ;
- certains compartiments instables observés en 2020 ont été éliminés par l'exploitation du front et de nouveaux sont identifiés. En particulier le compartiment n°8, pour lequel l'exploitant a mis en place la zone balisée interdite d'accès suite à l'inspection.

Après la purge du compartiment n°8, un géotechnicien devra valider si l'ensemble du compartiment s'est bien éboulé et que l'aléa est revenu à un niveau acceptable, équivalent au

reste du front.

L'exploitant devra demander au bureau d'étude géotechnique de se prononcer sur la fréquence de passage d'un géologue pour le suivi géotechnique du site. Une proposition validée par le géologue devra être transmise sous 2 mois.

Le relevé drone a été réalisé fin décembre 2021, la rédaction du rapport d'exploitation des données est en cours d'après l'exploitant. Les résultats devront être transmis par l'exploitant sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Procédure de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Procédure de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et met en œuvre une procédure afin de limiter l'exposition des salariés aux risques de chute de blocs. La procédure s'appuie sur l'étude trajectographique qui a permis de définir les zones du carreau avec une probabilité d'atteinte faible et très faible par des pierres et blocs éboulés du front. Cette procédure est validée par un organisme compétent en géotechnique. A l'achèvement des travaux de reprise des fronts, la réalisation d'une étude trajectographique devra être nécessaire afin de justifier que le niveau des aléas au niveau des zones de circulation et d'exploitation est atteint.

Constats : L'exploitant conserve un petit merlon le long du front matérialisant la zone interdite d'accès avec un fort risque de chute de pierres.

Les employés sont informés seulement oralement.

L'exploitant rédigera une procédure d'accès au carreau, cette note devra être validée par l'organisme compétent en géotechnique effectuant le suivi du site. L'exploitant devra transmettre cette note sous deux mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Plans de tirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Plans de tirs

Prescription contrôlée :

Avant chaque tir de mine, l'exploitant est tenu de déterminer un plan de tir à l'aide d'un bureau d'étude compétent en la matière. Ce plan de tir doit notamment tenir compte du phasage de l'exploitation, de la nature du gisement, de la géologie locale et des conditions météorologiques. Les tirs de mines doivent être réalisés Uniquement du lundi au vendredi, Ils sont interdits en période nocturne. Les travaux de minages sont réalisés du haut vers le bas.

Constats : L'exploitant sous-traite les tirs à une société spécialisée. Les plans de tirs sont établis pour chaque tir. Ceux-ci ont lieu en semaine.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de vibrations
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de construction. L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de tout dépassement du seuil de la vitesse particulière, en apportant toutes explications sur les causes de ce dépassement et sur les mesures mises en place pour éviter son renouvellement. Le respect de la valeur limite ci-dessus est vérifié à chaque tir. Les appareils de mesure sont étalonnés au moins annuellement. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées. Toute mesure de vibration fait l'objet d'un rapport mentionnant : + la date et l'heure du tir, + la charge unitaire, -* le lieu (parcelle position du front), * le numéro de l'enregistreur, sa position et la référence de l'enregistrement, - les valeurs des mesures de vibrations dans toutes les directions, des pseudo-fréquences et d'ondes de surpression, + la valeur du niveau de la pression acoustique de crête mesurée, * les valeurs limites de vibration et de pression acoustique de crête fixées par le présent arrêté, + les conclusions relatives à la conformité des mesures réalisées et les éventuelles suites proposées.</p>
<p>Constats : Des mesures de vibrations sont effectuées à chaque tir, sur au minimum un point au niveau du hameau des Essards, constituant les habitations les plus proches. Les mesures présentées pour les tirs du 01/03/2021 et 20/05/2021 sont inférieures à 2 mm/s (vitesses pondérées maximales) au niveau du point des Essards, ce qui est très inférieur au seuil de 10 mm/s de l'arrêté ministériel.</p> <p>Cependant pour certains tirs, les mesures n'ont pas pu être présentées par l'exploitant, seul un ticket de mise en service du capteur était présent. Le compte-rendu des mesures ne conclue pas sur le respect des mesures de vibration. La localisation des points de mesure doit être indiquée précisément et décrite dans le compte-rendu des mesures. L'exploitant transmettra, pour les tirs de 2021, sous 2 mois, un rapport conforme aux points demandés dans l'article 3.5.4 de l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Transmission des résultats de vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats de vibrations
<p>Prescription contrôlée : Les plans de tirs et les résultats des mesures doivent être tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Annuellement, l'exploitant transmet un récapitulatif commenté des mesures réalisées.</p>
<p>Constats : Les résultats des mesures n'ont pas été transmis par l'exploitant. Les derniers résultats transmis étaient dans le dossier de demande de modification de juin 2020.</p>
<p>Observations : L'exploitant transmettra pour l'année 2022, les résultats des vibrations suite aux tirs avec l'exploitation des résultats.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information des riverains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2021, article 3.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Information des riverains
Prescription contrôlée : L'exploitant avertit, à l'avance selon les modalités définies avec les parties intéressées, du jour et de l'heure de chaque tir de mines.
Constats : Les riverains du hameau des Essards sont prévenus dans le cadre de la mesure des vibrations liées aux tirs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets concernés par le plan de gestion – caractère inerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets concernés par le PGD
<p>Prescription contrôlée : Ne sont pas concernés par le PGD :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux, telles que la création de voies d'accès pour des machines, de rampes de roulage, de cloisons, de merlons ou de bermes ; - les déchets dangereux stockés < 6 mois - les déchets non inertes non dangereux stockés < 1 an - les déchets inertes, les déchets non dangereux et les terres non polluées stockées < 3 ans <p>ANNEXE 1 – 1- Vérification du caractère « inerte » des déchets d'extraction Caractérisation de l'inertie des déchets : - annexe I de l'AM du 22/09/1994 - circulaire du 22/08/2011</p> <p>Annexe I>1 : a) pas de désintégration ni dissolution, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ; b) teneur maximale en soufre sous forme de sulfure $\leq 0,1 \%$, ou déchets avec teneur maximale en soufre sous forme de sulfure $\leq 1 \%$ et le ratio de neutralisation >3, (essai statique prEN 15875) ; c) pas de risque d'autocombustion et pas inflammables ; d) teneur en métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn) suffisamment faible ; e) pratiquement pas de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine – exemple : flocculants (inertes si monomère < 0,1 % dans polyacrylamide) .</p> <p>Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'ils sont listés dans la circulaire du 22/08/2011.</p> <p>Constats : Les déchets inertes issus du décapage sont susceptibles d'être concernés par le plan de gestion de déchets.</p> <p>Les matériaux extraits de la carrière sont des roches massives calcaires avec de rares inter-bancs marneux et des éboulis calcaires. Le traitement des matériaux s'effectue dans des installations de concassage criblage. Il n'y a pas de stériles de productions après traitement. Au niveau des surfaces non encore découvertes (zone d'éboulis située au sud du site) d'environ 2500 m², l'épaisseur de l'horizon humifère varie entre 0 et 30 cm selon la topographie. Les stériles d'exploitation proviennent de cette découverte et des stériles brutes d'extraction de l'éboulis représentant environ 5 % de cet éboulis en surface.</p>

La découverte déjà réalisée il y a de nombreuses années a été valorisée par l'exploitant.

Le volume de stériles du gisement restant à exploiter est estimé par l'exploitant à 1000 m³, constitué pour moitié d'horizon humifère issu du décapage du site qui sera stocké sous forme de merlon périphérique et pour l'autre moitié de stériles brutes provenant de l'extraction de l'éboulis qui sera stocké en dépôt de surface au niveau des zones en exploitation.

Selon la circulaire du 22/08/2011, ce sont des déchets pouvant être considérés comme inertes au sens de la directive 2006/21/CE du 15 mars 2006 sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques. (010102 déchets provenant de l'extraction de minéraux non métallifères).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Risques chroniques, PGD

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Le plan de gestion est transmis au préfet.

Constats : L'exploitant a transmis un plan de gestion des déchets en juin 2021.

Compte-tenu du caractère inerte des déchets et du faible volume, il y a peu d'enjeu sur ce point pour la carrière.

Le plan de gestion transmis contient les éléments prévus par l'arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage par des déchets inertes externes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage par des déchets inertes externes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Il n'y a pas encore de remblaiement de la carrière conformément au phasage prévu. L'exploitant dispose d'une petite aire de transit soumis à déclaration. Le jour de l'inspection il y avait sur le site des enrobés. L'exploitant transmettra les analyses réalisées pour ces enrobés sous 2 mois.</p> <p>Sous 2 mois, l'exploitant justifiera qu'il a mis en place un registre chronologique avec l'ensemble des points demandés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement pour l'ensemble les déchets inertes extérieurs qui sont en transit. Le registre sera également à mettre en place pour le remblaiement conformément à l'article 6 du même arrêté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

